

	connectivité numérique		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Migration	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Covid-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET				
12. Montants concernés	Ligne budgétaire: BGUE-B2021-14.020120-C1-INTPA Coût total estimé: 21 000 000 EUR Montant total de la contribution du budget de l'UE: 16 000 000 EUR Cette action est cofinancée en parallèle par :Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), pour un montant estimé à 5 000 000 EUR			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)	Modalité du projet Gestion directe par: <ul style="list-style-type: none"> • Subventions • Marchés publics Gestion indirecte avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)			

1.2. Résumé de l'Action

Le Tchad vit un moment charnière dans son histoire, suite à la mort au combat du Président Idriss Déby Itno, annoncée le 20 avril 2021, après plus de trente années au pouvoir, et à la mise en place d'un Conseil militaire de transition (CMT) en situation d'interim, pendant une durée prévue de dix-huit-mois, renouvelable une fois. Ce moment charnière est à la fois délicat pour la stabilité du pays et de la région, et source d'opportunités pour la démocratie et le développement.

L'action proposée vise à soutenir le Tchad (autorités, société civile) dans un retour apaisé à l'ordre constitutionnel et une transformation démocratique durable.

Les objectifs spécifiques de l'action, sont :

1. L'organisation des processus électoraux (référendum constitutionnel et élections présidentielles) libres, inclusifs, crédibles et conformes aux standards internationaux est facilitée.
2. La participation des organisations de la société civile, des médias, des femmes et des jeunes aux processus démocratiques et politiques est améliorée.

À cet effet, l'action contribuera à développer les capacités institutionnelles des acteurs clés du processus électoral de sortie de transition, tels que les organes de la transition et principalement le gouvernement, ainsi que la Commission électorale nationale indépendante (CENI), le Bureau permanent des élections (BPE) et la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH). L'action accompagnera aussi les organisations et plateformes de la société civile ainsi que les médias (surtout associatifs, communautaires, commerciaux, confessionnels) dans leurs rôles d'observation, de sensibilisation et d'information autour du processus électoral, afin de favoriser la pluralité et la transparence dans le suivi de la transition, ses étapes, ses jalons et ses contingences.

L'action est alignée avec la Charte de transition du Tchad, qui prévoit la tenue d'un référendum constitutionnel au terme de la phase de transition. Elle est complémentaire au « Programme d'appui à la transition politique et à la consolidation de l'État au Tchad (SRBC) » de l'UE qui prévoit un appui à la tenue du dialogue national inclusif et à l'élaboration d'un projet de Constitution par le Conseil national de transition (CNT) à soumettre au référendum.